

**BIOGRAPHIES DES MEMBRES DE LA COMMISSION**

Terry Brown, de Winnipeg, est propriétaire et associé de Legacy Bowes Group et dirige les services consultatifs commerciaux. M. Brown conseille des entités commerciales, des collectivités autochtones et des entités autochtones sur les initiatives stratégiques, les configurations d'affaires, les entreprises communes, les fusions et les acquisitions. Il siège actuellement aux conseils de BUILD et de Mother Earth Recycling, est l'ancien président de l'Aboriginal Chamber of Commerce et a fait partie du comité des politiques de la Manitoba Chamber of Commerce. Il détient un baccalauréat en commerce et agit actuellement comme mentor auprès d'étudiants au MBA de l'Asper School of Business de l'Université du Manitoba.

Mark Frison, de Brandon, est président-directeur général du Collège communautaire Assiniboine, où il supervise 3 200 étudiants à temps plein, 350 employés à temps plein et un budget d'exploitation de 46 millions de dollars. M. Frison est actuellement président du conseil d'administration du Service de police de Brandon et a été membre du Saskatchewan Cancer Agency Finance Committee, du Conseil consultatif économique du premier ministre du Manitoba – Groupe de travail sur le pétrole et le gaz, et du groupe de travail sur le développement économique du maire de Brandon.

John Daniel (JD) Lees, de Steinbach, est un ancien enseignant en sciences à l'école Steinbach Regional Secondary et a aussi enseigné l'anglais à l'étranger. Il détient un baccalauréat en zoologie et est titulaire d'un baccalauréat ès arts en science politique de l'Université du Manitoba. Il est rédacteur en chef et éditeur du magazine G-FAN.

Janice MacKinnon, de Canmore, en Alberta, a été ministre du cabinet de la Saskatchewan de 1991 à 2001. Elle est membre de la Société royale du Canada et de l'Ordre du Canada. M<sup>me</sup> MacKinnon est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise ès arts de l'Université Queen's, est chargée de cours supérieure à la School of Public Policy de l'Université de Calgary et professeure en politique budgétaire à la School of Public Health de l'Université de la Saskatchewan. Elle est l'auteur de trois livres et de nombreux articles sur les questions de politiques publiques. Elle a été présidente du conseil d'administration de l'Institut de recherche en politiques publiques, présidente du conseil consultatif sur l'économie du Canada, membre du conseil d'administration de la Canada West Foundation, membre du Groupe de travail national sur les connaissances financières de base et est actuellement présidente du conseil de l'Ombudsman des assurances de personnes.

M. Clayton Manness, de La Salle, était le député de Morris à l'Assemblée législative de 1981 à 1995. Il a occupé les postes de ministre des Finances, de ministre de l'Éducation et de la Formation et de leader du gouvernement à l'Assemblée. Il détient une maîtrise ès sciences en économie agricole et a travaillé dans l'industrie du grain avant de se lancer en politique. M. Manness a par la suite présidé le conseil de Prairie Flax Products Inc. et a été président de Man Agra Capital Inc.

Jill Quilty, de Thompson, est avocate chez Law North Law Corporation et pratique le droit pénal, le droit du divorce et le droit familial. M<sup>me</sup> Quilty a précédemment travaillé comme enseignante et coordonnatrice au College of the North Atlantic à Terre-Neuve-et-Labrador. Elle est titulaire d'un doctorat en droit de la Schulich School of Law de l'Université de Dalhousie et d'une maîtrise en éducation de l'Université Mount Saint Vincent. M<sup>me</sup> Quilty a été bénévole auprès du Juniper Centre à Thompson ainsi que membre du groupe de travail universitaire de la Commission de vérité et de réconciliation, du comité d'intervention spécial contre la discrimination sexuelle, et du comité permanent des personnes autochtones, noires et mi'kmaq.

Laurel Repski, de Winnipeg, a été vice-présidente (ressources humaines, durabilité et audit) à l'Université de Winnipeg de 2006 à 2018. Elle était avant vice-présidente (ressources humaines) à la Commission canadienne du blé de 2000 à 2006. M<sup>me</sup> Repski possède un certificat en gestion des ressources humaines de l'Université du Manitoba et a suivi de nombreux programmes de perfectionnement professionnel et de perfectionnement du leadership. Dans le cadre de son engagement communautaire, elle a été directrice de la campagne de charité des fonctionnaires du Manitoba, a siégé au conseil d'administration du Manitoba Children's Museum, et a été présidente et membre du comité de direction de la Manitoba Theatre for Young People.

Denis Robert, de Saint-Adolphe, est un ancien directeur d'école comptant 32 années d'expérience dans le milieu scolaire du Manitoba. Il a passé les 23 dernières années de sa carrière au Collège Béliveau, une des premières écoles d'immersion française au Canada. Il a possédé et exploité Les serres Robert Greenhouses, a été bénévole aux Jeux du Canada de 2017 ainsi qu'auprès de Meals on Wheels et de Winnipeg Harvest, et a réalisé du travail humanitaire avec la Mission de la Rivière-Rouge en Bolivie, en République dominicaine, à Haïti, au Malawi et au Pérou.

Ian Wishart a d'abord été élu député de Portage-la-Prairie à l'Assemblée législative en 2011, puis a été nommé ministre de l'Éducation et de la Formation de 2016 à 2018. Il est titulaire d'un baccalauréat en science de l'agriculture de l'Université du Manitoba, a été producteur de bétail et a occupé les postes de président et de vice-président à Keystone Agricultural

Producers, au conseil de direction de la Fédération canadienne de l'agriculture, au conseil de la Société d'assurance-récolte du Manitoba et au Conseil des eaux du Manitoba. M. Wishart a reçu le Prix d'excellence en agroalimentaire pour son travail environnemental sur le programme de Services de diversification des modes d'occupation des sols (ALUS) et a été bénévole auprès de plusieurs conseils, notamment ceux de la Portage Fair, de la Delta Agricultural Conservation Co-op et du Centennial Community Club.

.....

**Commission sur l'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année du Manitoba**  
Examen indépendant du système d'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année  
Cadre de référence

**Mandat**

La Commission mènera un examen indépendant du système d'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année afin d'améliorer les résultats d'apprentissage des élèves, d'assurer une viabilité à long terme et de renforcer la confiance du public. La Commission :

- proposera une vision renouvelée de l'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année;
- fera des recommandations audacieuses pour provoquer des changements au sein des systèmes, des structures et des programmes en place et inspirer l'excellence en enseignement et en apprentissage;
- considérera le continuum de l'apprentissage des jeunes enfants, l'enseignement postsecondaire et les besoins du marché du travail comme faisant partie d'une approche intégrée d'apprentissage continu.

Cet examen s'appuiera sur des consultations publiques transparentes et à grande échelle, et reposera sur des études et l'observation de pratiques exemplaires. La Commission sollicitera les commentaires et les suggestions des élèves, des parents, des éducateurs, des commissions scolaires, du milieu universitaire, des organismes autochtones, de la francophonie, des conseils municipaux, des organismes professionnels, du secteur des affaires et du grand public.

**Domaines d'intérêt :**

- Vision à long terme – Quels devraient être les buts et la finalité de l'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année dans un monde en constante évolution?
- Apprentissage des élèves – Quelles sont les conditions requises pour atteindre l'excellence en matière de réussite scolaire et de résultats d'apprentissage au Manitoba?
- Enseignement – Comment les enseignants et les dirigeants scolaires peuvent-ils être les plus efficaces possible?
- Responsabilisation quant à l'apprentissage des élèves – Comment peut-on favoriser, au sein du système d'éducation, un sens plus aigu de responsabilisation commune concernant l'apprentissage des élèves?

- Gouvernance – Quels types de structure de gouvernance sont nécessaires pour créer un système d'éducation coordonné et pertinent?
- Financement – Quelles mesures sont requises afin de veiller à ce que le système d'éducation soit durable et offre des occasions d'apprentissage équitables pour tous les enfants et les jeunes?

### **Livrables et échéances**

Les travaux préparatoires de la Commission ont commencé en décembre 2018. Les activités d'engagement du public devraient commencer au début de l'année 2019. La Commission doit présenter un rapport final au ministre en février 2020. Le rapport comprendra des conclusions et des recommandations clés et sera rendu public en mars 2020.